

Communiqué de presse du Comité national de mobilisation contre la privatisation de la Poste, pour l'ouverture d'un débat public et un référendum sur le service public postal

Le projet de transformation de La Poste en société anonyme semblait, aux yeux de ses promoteurs, couler de source et ne rencontrer aucun obstacle. On constate aujourd'hui que la mobilisation des salariés, de leurs syndicats, de nombreux partis politiques, d'associations et de médias a déclenché un mouvement d'opinion grippant un plan de communication trop bien huilé.

La création du Comité national de mobilisation est l'expression de ce mouvement d'opinion. Dès lors, l'annonce par l'Élysée de la mise en place d'une commission « ad hoc » peut être interprétée comme une mise entre parenthèses provisoire du dogmatisme libéral affiché depuis des semaines. En tout état de cause, cette commission ne saurait répondre à elle seule aux problèmes posés ni indiquer la voie à suivre pour La Poste. Il n'échappera non plus à personne qu'il s'agit d'une opération visant à calmer le jeu et canaliser le mécontentement. Le fait que ses travaux doivent se conclure le 30 novembre en limite déjà l'ambition.

C'est un alibi, un sas de décompression et de diversion. Quant à l'efficacité de ce type de démarche, chacun sait que quelle que soit la qualité du travail fourni, rien n'oblige un gouvernement à suivre à la lettre les préconisations établies.

Le pouvoir ne renonce pas à la privatisation de La Poste.

Enfin, le Comité national constate que c'est à la veille de sa conférence de presse inaugurale que l'Élysée allume son contre-feu. L'appel du Comité national doit plus que jamais être relayé au plus près des usagers et des citoyens. Cette réaction défensive conforte les postiers à se mobiliser encore davantage par la grève le 23 septembre.

Fait à Paris, le 18 septembre 2008